



ESA 2007

Basse et Moyenne Casamance

- Sénégal -

Période d'étude : du 25 juin 2007 au 10 juillet 2007

Enquête de **S**écurité **A**limentaire conjointe

PAM - CARE Canada

Mise en œuvre par le bureau d'étude : CIDS

Octobre 2007

Résumé:	3
I. Méthodes	7
A. Objectifs de l'étude — Limites de l'intervention du CIDS	7
B. Méthodes prévues et appliquées	7
1. Choix de la zone d'étude	7
2. Échantillonnage	8
3. Collecte	8
4. Méthode d'analyse de la consommation alimentaire	9
5. Limite & Biais	10
II. Quelle est la prévalence d'insécurité alimentaire?	12
1. Classes de Sécurité Alimentaire & Food Scores Moyens	12
2. Diversité de la consommation alimentaire: Fréquence hebdomadaire /aliment	14
3. Fréquence quotidienne de la consommation alimentaire	15
III. Qui est en insécurité alimentaire?	17
A. Taille & Composition du ménage	18
1. Proportion d'inactifs	18
2. Proportion de malades et d'handicapés	19
3. Accueil de déplacés	19
4. Migration	20
B. Bétail	22
1. Possession d'animaux	22
2. Vente d'animaux	23
C. Types & évolution des activités	25
1. Activités principale et secondaire des ménages	25
2. Activité principale de la zone	28
3. Périodes d'activité	29
D. Sources d'approvisionnement en aliments	30
1. Principale source des produits consommés	30
2. Source d'approvisionnement en riz	30
E. Production agricole	32
F. Autosuffisance en céréales	33
IV. Causes directes et sous-jacentes de cette insécurité alimentaire	35
A. Contraintes aux activités	35
B. Difficultés à accéder à la nourriture	36
C. Scolarisation	37
1. Taux de scolarisation	37
2. Causes d'abandon scolaire	37
V. Comment atténuer cette insécurité alimentaire?	39
A. Appuis extérieurs	39
B. Demandes d'appui	40
1. Première principale demande d'appui	40
VI. Recommandations	42

RESUME:

1. Contexte de l'étude

La présente étude *"Evaluation conjointe PAM-CARE de la sécurité alimentaire en Basse et Moyenne Casamance¹"* (ESA/07) vise à évaluer de manière rapide² la prévalence à court terme de la sécurité alimentaire des populations et servira de base aux prochaines ESA, plus poussées, prévues dès l'année 2008. Elle fait suite à une étude sur l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité structurelle à l'insécurité alimentaire au Sénégal réalisée en 2003 et réactualisée en 2005. Les zones de Moyenne et Basse Casamance ont été identifiées comme les plus vulnérables du Sénégal. Cette étude s'appuie notamment sur les résultats de l'étude CARE de 2006 intitulée *« Profil socio-économique et démographique des ménages de la zone d'intervention du projet PASCO en Casamance »*. Par ailleurs, cette ESA/07 nous permet d'apporter des compléments d'information très utiles à une autre étude stratégique réalisée par le PAM en juin 2007 et ayant pour sujet : *" impacts et rôles futurs de l'aide alimentaire en Casamance Naturelle "*.

2. Contexte général

Indépendamment des conséquences négatives directement liées au conflit, la situation géo-climatique de Moyenne et de Basse Casamance (baisse importante de la pluviométrie, salinisation des terres cultivables, destruction des ressources naturelles) est en constante dégradation, ce qui accroît fortement la vulnérabilité des populations du fait principalement que la majorité des populations rurales pratiquent comme activité principale l'agriculture traditionnelle sous pluie, aléatoire par définition.

Par ailleurs, la plupart des indicateurs socio-économiques sont préoccupants. Le secteur informel demeure le principal pourvoyeur d'emplois et plus particulièrement encore dans le monde rural. Les revenus dégagés restent faibles. Les filières habituelles de Casamance - cueillettes, mangues, miel... - ne parviennent pas à se structurer et la conjonction d'une situation encore peu sécuritaire et d'un enclavement grevant lourdement les coûts de

¹ La Basse Casamance et la Moyenne Casamance correspondent respectivement aux départements de Bignona, Oussouye et Ziguinchor (région de Ziguinchor) et au département de Sédhiou (région de Kolda)

² Le manque de ressources financières n'ayant pas permis de réaliser une étude complète

production, tempère les engagements de la plupart des investisseurs nécessaires à la relance de l'économie.

Les zones de Moyenne et de basse Casamance sont par ailleurs en dernière position au Sénégal en matière de pauvreté avec des taux dépassant les 65% de la population vivant avec moins de 1\$/jour³. Il existe donc une réelle pauvreté monétaire. D'un point de vue non monétaire, la production agricole baissant, la couverture en besoins céréaliers dans la région de Ziguinchor est devenue largement insuffisante, rendant la disponibilité en céréales difficile - même lorsque la pluviométrie et la production alimentaire sont jugées satisfaisantes, cas des années 2005 et 2006, facteurs essentiels des résultats bruts de l'ESA/07.

A eux seuls, les dégradations du milieu naturel, le recours à une agriculture non maîtrisée et le manque d'alternatives économiques sont malheureusement des facteurs potentiels de retour à une crise si des actions ne sont pas menées rapidement et sont susceptibles d'encourager l'exode des populations vers l'Europe dans les conditions que l'on connaît.

La Basse et la Moyenne Casamance correspondent à la zone principale du conflit casamançais qui dure depuis 25 ans et qui perd fortement en intensité depuis les 'accords de paix' signés en décembre 2004. Le conflit a entraîné le déplacement d'approximativement 60.000 personnes déplacées à l'intérieur de la zone et 15.000 réfugiées au niveau de la Gambie et de la Guinée Bissau, soit près de 240 villages désertés. La plupart de ces déplacés et réfugiés attendent toujours d'être réinstallées dans leurs villages d'origine sécurisés, gage d'un retour définitif à la paix.

Des actions de déminage humanitaire de zones pacifiées sont attendues dès le mois de février 08. Ce déminage vise essentiellement à récupérer les terres productives polluées, à rouvrir les axes de communication et à permettre une réinstallation des populations déplacées et réfugiées. La conjonction des efforts de paix de part et d'autre liée avec la réelle volonté des populations déplacées et réfugiées à se réinstaller, la mise en place de programmes de relance économique et la volonté du Gouvernement à faire appliquer le traité d'Ottawa⁴ augurent malgré tout des perspectives positives qui méritent d'être accompagnées.

³ Banque Mondiale - Rapport général Sénégal 2003

⁴ Le Traité oblige chaque pays signataire à éradiquer les mines de son territoire

3. Présentation de l'ESA/07

Les enquêtes terrain de l'ESA/07 ont été menées entre le 25 juin 07 et le 10 juillet 07 dans 70 villages et auprès de 700 ménages, dont 318 femmes enquêtées (45% de l'échantillon total), à travers des enquêtes individuelles et de focus groupe. La méthodologie utilisée pour la sélection des ménages à enquêter a été le sondage probabiliste à deux degrés⁵. La sélection des villages a été effectuée en utilisant la méthode de la probabilité proportionnelle à la taille. Le mode d'analyse s'est basé sur la diversité et la fréquence des repas sans pouvoir tenir compte des quantités consommées à ce stade. Afin de compléter les données collectées par le PAM, un partenariat avec l'ONG CARE CANADA a permis d'enrichir l'ESA/07 grâce aux données de l'étude CARE intitulée 'Profil socio-économique et démographique des ménages de la zone d'intervention du projet PASCO en Casamance' (1625 ménages enquêtés et 400 focus groupes) et réalisée entre le 25 juillet et le 09 Août 06 en Basse et Moyenne Casamance.

Il est important de noter que les zones jugées insécurisées durant la période de l'enquête ont été exclues dès le départ de la base d'échantillonnage ; d'autres villages ont dû être retirés de l'échantillon durant l'enquête pour cause d'insécurité ou d'inaccessibilité imprévues. Il est cependant à noter que les populations de ces zones correspondent à des cibles prioritaires pour les interventions actuelles et futures du PAM (zones de déplacement et de retour des populations). On peut néanmoins légitimement penser que les nombreuses populations vivant dans ces zones sont particulièrement vulnérables du fait de l'enclavement lié à l'insécurité et du fonctionnement au ralenti des services sociaux et des interventions des Partenaires au développement. Il ressort d'une évaluation conjointe UNHCR/PAM réalisée en septembre 06⁶ sur le territoire gambien et concernant la situation des populations casamançaises réfugiées de l'autre côté de la frontière gambienne, que la situation nutritionnelle et la vulnérabilité de ces milliers de personnes est jugée très préoccupante.

Selon les résultats de l'ESA/07, la prévalence⁷ d'insécurité alimentaire en Basse et Moyenne Casamance est estimée à 10% pour la période juin/juillet 07. Cependant,

⁵ Avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages

⁶ Intitulée « Joint Assessment Mission : Senegalese refugee influx into the western division of the Gambia »

⁷ Calculée suivant la méthode des food scores, voir chapitre méthodologie. Prendre en compte les limites de l'échantillonnage (nombre de ménages sondés, exclusion de zones dans l'échantillonnage).

L'ESA/07 ne renseigne pas sur le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, qui elle prend en compte les chocs et les moyens pour y faire face.

L'ESA/07 a fait ressortir que 87% des chefs de ménages sont des hommes et que la taille moyenne des ménages est de 16 personnes⁸ avec une répartition identique par sexe.

La durée moyenne de la période de soudure est estimée à 2,81 mois mais pour plus de 52.1% des ménages interrogés elle dure plus de 3 mois. Par ailleurs 83,6% des ménages interrogés déclarent avoir eu des difficultés d'accès à la nourriture depuis janvier 2007. Parallèlement, 24% des populations sondées déclarent avoir eu '*souvent*' ou '*toujours*' des problèmes de nourriture en 2006. Comme principales difficultés évoquées, on peut citer dans l'ordre : prix d'achat trop élevés, autoproduction insuffisante et marché inaccessible. La majorité des ménages sondés estiment par ailleurs que pour améliorer leurs conditions de vie, les appuis du Gouvernement et des Partenaires doivent prioriser l'accessibilité aux denrées alimentaires (pour 54,7% d'entre eux), améliorer l'accès au crédit (pour 33,2%) et améliorer l'approvisionnement en semences et engrais (pour 22,4%).

Concernant l'assistance extérieure, 16,3% des personnes sondées déclarent avoir été appuyées durant les 6 derniers mois et pour 61,3% d'entre eux, elles correspondent à des subventions alimentaires très majoritairement distribuées par le PAM.

L'ESA/07, et les études de référence sur lesquelles elle s'appuie, tendent à confirmer la situation de vulnérabilité élevée des populations casamançaises soumises aux caprices du climat et au manque d'opportunités économiques.

Il apparaît en outre en cette fin de saison des pluies 07 que la répartition et le cumul pluviométrique annuel de nombreux postes de la zone enquêtée sont jugés déficitaires. Par ailleurs, le retard des pluies en début de saison semble avoir perturbé fortement le calendrier agricole. Les Services Techniques de l'Agriculture de l'Etat (DRDR) estiment dès aujourd'hui que l'évolution de la campagne agricole est jugée insatisfaisante, prévoyant une baisse significative des productions.

⁸ Notion ménages : Sont considérés faisant partie du ménage les personnes partageant les repas au niveau du foyer (autour du "même feu")

I. METHODES

A. Objectifs de l'étude — Limites de l'intervention du CIDS

La prestation commandée au CIDS est partie intégrante de l'*évaluation conjointe PAM-CARE de la sécurité alimentaire en basse et moyenne Casamance*.

L'objectif de cette collaboration entre le PAM et CARE Canada est d'*évaluer la situation de la sécurité alimentaire à court terme dans la région de Ziguinchor et le département de Sédhiou au Sénégal*. *Objectif général: Fournir au PAM les informations de base pour la préparation des interventions en 2008 par le biais d'une éventuelle intervention prolongée de secours et de redressement à partir de 2008. Parallèlement l'évaluation fournira au CARE Sénégal les informations utiles pour le suivi de l'impact de leurs activités dans la zone. L'évaluation se focalise sur les personnes sinistrées par le conflit casamançais et le banditisme.*

*Plus spécifiquement, l'ESA répondra aux questions suivantes: I) Quelle est la prévalence de l'insécurité alimentaire? II) Qui est en insécurité alimentaire? III) Quelles sont les causes directes et sous-jacentes de cette insécurité alimentaire? IV) Comment atténuer cette insécurité alimentaire?*⁹.

Le CIDS a été chargé de la collecte et de l'analyse préliminaire des données primaires, appuyé par le PAM sur quelques activités précises.

L'analyse des données quantitatives et qualitatives devait suivre un plan d'analyse fourni dans les termes de référence.

Le PAM devait communiquer ses commentaires sur le rapport provisoire pour intégration au rapport final par le CIDS. Le plan du rapport a été fourni par le PAM.

B. Méthodes prévues et appliquées

1. Choix de la zone d'étude

Le choix des zones enquêtées est basé sur les conclusions des études VAM antérieures (2003-2005) et s'est concentré exclusivement sur les zones de Moyenne et Basse Casamance, identifiées comme les plus vulnérables du Sénégal et correspondant également aux zones de concentration quasi exclusives des populations déplacées et familles d'accueil.

⁹ cf. Termes de références en annexe

2. Échantillonnage

L'échantillon a été fourni par le PAM.

La méthodologie utilisée pour la sélection des ménages à enquêter a été le sondage probabiliste à deux degrés¹⁰. La sélection des villages a été effectuée en utilisant la méthode de la probabilité proportionnelle à la taille.

Il a concerné:

- 70 lieux: 60 villages, 1 commune, 10 quartiers de la commune de Ziguinchor.
- 700 ménages: 10 ménages ont été enquêtés dans chaque village, commune ou quartier.

L'échantillon de départ, basé sur le recensement de 1988, n'était pas directement exploitable: plusieurs villages avaient des populations trop faibles pour y enquêter 10 ménages; certains villages avaient été déplacés et d'autres n'étaient pas accessibles pour des raisons de sécurité. Le PAM a donc procédé un échantillonnage complémentaire.

3. Collecte

Les enquêtes terrain de l'ESA/07 ont été menées entre le 25 juin 07 et le 10 juillet 07 dans 70 villages et auprès de 700 ménages – dont 318 femmes enquêtées (45% de l'échantillon total) – à travers des enquêtes individuelles et des interviews de focus groupes.

Un questionnaire a été administré auprès de 10 ménages choisis aléatoirement sur chaque site enquêté.

Des entretiens ont également été menés sur chaque site avec un groupe de personnes indiquées comme "défavorisées" par les responsables locaux: à l'arrivée au village, un premier questionnaire a été administré aux chefs de village, notables ou chefs de quartier afin d'avoir leur perception des facteurs d'insécurité alimentaire. Il leur était ensuite demandé de nous indiquer les ménages vulnérables dans le village. Les focus groupes étaient composés de 6 à 15 personnes, majoritairement des hommes (voir supra : recommandations)

Avant le démarrage des enquêtes, les Présidents de Communauté Rurale des communautés rurales concernées ont été informés du contenu de l'étude et du calendrier établi. Ils ont été sollicités pour informer à leur tour les chefs de village. Cette étape était d'autant plus importante que les questionnaires s'adressaient en priorité aux femmes. Il était donc important de respecter un certain protocole afin que les villageois accueillent les enquêteurs de manière favorable.

¹⁰ Avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages

Deux équipes de 5 enquêteurs, dirigées chacune par un superviseur, ont administré les questionnaires.

Les superviseurs ont collecté les fiches des enquêteurs à la sortie de chaque village enquêté et en ont effectué le contrôle le même jour.

4. Méthode d'analyse de la consommation alimentaire

Les données collectées ont été entrées dans une base de données ACCESS fournie par le PAM et traitée sous SPSS.

Cette étude applique l'approche de standardisation de la consommation alimentaire du PAM, qui permet de définir des scores de consommation alimentaire (FS: food scores) et des classes de sécurités alimentaires (CSA).

Les food scores sont calculés grâce à la formule suivante:

$$FS = a_{\text{Céréales}} \times X_{\text{Céréales}} + a_{\text{Légumineuses}} \times X_{\text{Légumineuses}} + a_{\text{Légumes}} \times X_{\text{Légumes}} + a_{\text{Fruits}} \times X_{\text{Fruits}} + a_{\text{ProtéinesAnimales}} \times X_{\text{ProtéinesAnimales}} + a_{\text{PrdtsLaitiers}} \times X_{\text{PrdtsLaitiers}} + a_{\text{Sucre}} \times X_{\text{Sucre}} + a_{\text{MatièresGrasses}} \times X_{\text{MatièresGrasses}}$$

Où \underline{x} est la fréquence hebdomadaire de consommation sur les 7 derniers jours et \underline{a} le coefficient attribué au groupe d'aliment.

Les coefficients appliqués sont:

- Protéines animales: 4
- Légumineuses & Produits Laitiers: 3
- Céréales et Tubercules: 2
- Fruits & Légumes: 1
- Sucre & Matières Grasses: 0,5

Des seuils standard sont utilisés pour définir 3 classes de sécurité alimentaire. Ces seuils tiennent compte de la consommation de sucre par les ménages (quasi-quotidienne):

- Food score \leq 28,5: Consommation PAUVRE (CS1= Insécurité Alimentaire Sévère)
- 28,5 < Food score < 42,5: Consommation MOYENNE (CS2= Insécurité Alimentaire Modérée)
- Food score > 42,5: Consommation BONNE (CS3= Sécurité Alimentaire)

5. Limite & Biais

5.a - ZONE D'ETUDE

Il est important de noter que les zones jugées insécurisées durant la période de l'enquête ont été exclues dès le départ de la base d'échantillonnage; d'autres villages ont dû également être retirés de l'échantillon durant l'enquête pour cause d'insécurité ou d'inaccessibilité imprévues.

Par ailleurs les enquêteurs ne se sont pas rendus dans les zones potentiellement dangereuses (mines et bandes armées) où l'on peut légitimement soupçonner une plus forte prévalence de l'insécurité alimentaire.

5.b - PERIODE D'ENQUETES

L'étude de terrain s'est déroulée entre le 25 juin et le 10 juillet 2007. Cette période est considérée comme le démarrage de période de soudure; elle correspond notamment aux définitions données par le FEWS-Net:

"La période de soudure correspond à la période qui sépare le début de l'hivernage et celui des récoltes. Elle s'étend en moyenne de juin à septembre avec les premières récoltes et sa durée varie selon les productions précédentes et de la précocité de celles de la saison en cours." (fews net - senegal center - 2005)

"[...] La soudure se définit comme la période qui sépare l'épuisement des stocks alimentaires issus de la saison précédente et l'arrivée des nouvelles récoltes de la saison en cours. Elle atteint son point culminant en la période juillet et août. [...]" (fews net sahel 2001)

Ces deux définitions sont appropriées pour des populations dépendant de leurs propres productions agricoles. Hors en Casamance, l'alimentation des ménages dépend autant de leur production agricole que de l'achat de denrées quasi exclusivement importées.

La période d'enquête correspond à une période intense de travaux agricoles. Les villageois étaient donc peu disponibles, notamment les chefs de ménages, souvent pris par les travaux des champs, ce qui a accru les temps d'enquêtes.

5.c - COLLECTE

Bien que les questionnaires d'enquête devaient être majoritairement administrés à des femmes car plus aptes à discuter des comportements alimentaires au niveau familial, ces dernières représentent seulement 45% des personnes rencontrées. Même quand les hommes chefs de ménages étaient absents ou décédés, il a été difficile d'interviewer les femmes seules: elles étaient souvent accompagnées d'un frère ou un autre homme.

Les focus groupes rencontrés l'ont été sur le conseil des responsables communautaires. Il était cependant malaisé d'interroger des groupes composés uniquement de personnes considérées comme vulnérables. L'imposer aurait été trop stigmatisant pour que les enquêteurs se le permettent. Par ailleurs il était nécessaire de respecter la hiérarchie sociale des villages enquêtés. Le laps de temps imparti au travail de terrain était par ailleurs trop court pour préparer correctement ces focus groupes.

Ici encore, ce sont les hommes qui étaient présents et prenaient la parole.

5.d - ANALYSE

L'ESA/07 ne renseigne pas sur le niveau de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, qui nécessiterait une prise en compte globale des chocs survenus au sein des ménages et des stratégies développées pour y faire face.

Par ailleurs, dû au manque de moyens financiers, la présente étude ne consistait qu'en une évaluation rapide de la prévalence à court terme de la sécurité alimentaire des populations, les résultats devant servir de base aux prochaines ESA, plus poussées, prévues dès l'année 2008.

5.e - METHODE D'ANALYSE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE -

Cette méthode permet de définir les *classes de sécurité alimentaire* en basant le calcul des *scores de consommation alimentaire* sur 8 grandes familles d'aliments sans tenir compte des quantités consommées. Or l'alimentation en Casamance est très peu diversifiée à l'intérieur des ces 8 familles d'aliments et ce quelque soit la classe de sécurité alimentaire. Riz & Poisson sont consommés quasi-quotidiennement quel que soit le niveau de vie, seules les quantités varient. Dans le calcul des Food Scores, poisson et autres protéines animales ont le même coefficient, tout comme riz et autres céréales. Il est donc nécessaire de considérer ces classes de Sécurité Alimentaire avec prudence et de largement prendre en compte le contexte, d'autant plus que cette méthode est en fait actuellement en phase test afin d'estimer les possibilités de modéliser la consommation alimentaire.

Quelle est la prévalence d'insécurité alimentaire?

LES DONNEES PRESENTEES EN TABLEAUX OU GRAPHIQUES SONT ISSUES DES ENQUETES MENAGES.

6. Classes de Sécurité Alimentaire & Food Scores Moyens

La répartition de la population dans les classes de Sécurité Alimentaire définies se fait comme suit:

- Insécurité alimentaire sévère: 2%
- Insécurité alimentaire modérée: 8%
- Sécurité alimentaire: 90%

On constate que la classe de SA "Sécurité Alimentaire" est majoritaire, ce qui est essentiellement lié au mode de calcul des Food Scores.

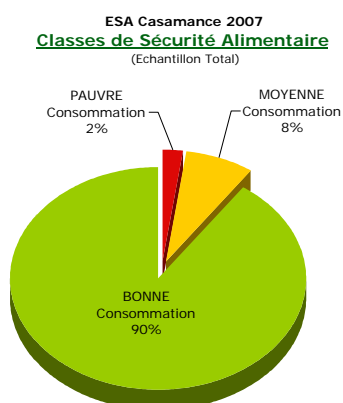
Tab1

	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
% de la population étudiée	2%	8%	90%
Food Score moyen	23,6	36,9	81,4

Le Food Score Moyen de l'échantillon total étudié est de 76,7.

Il serait intéressant ici de comparer ces chiffres avec les autres données obtenues par le PAM au Sénégal et dans la sous-région.

Graphe1



L'ONG CARE-Canada a réalisé en juillet 2006, une étude couvrant les mêmes zones que l'ESA, à savoir les départements de Bignona, Oussouye, Ziguinchor et Sédhiou et qui avait notamment les objectifs suivants:

1. Établir le profil socio-économique et démographique de référence des ménages ruraux de la région de la Casamance qui prévaut avant l'implantation du projet.
2. Dégager les principales caractéristiques des exploitations d'arboriculture fruitière, évaluer la production fruitière et identifier les modes de production et de commercialisation.
3. Établir le profil de pauvreté non monétaire à partir d'un indicateur composite du bien-être pouvant être utilisé comme un proxy du revenu des ménages.

Les données fournies par CARE sont issues d'une enquête portant sur 1600 ménages, collectées suivant une méthodologie scientifique d'échantillonnage probabiliste.

En ce qui concerne la région de Ziguinchor, l'enquête a touché au total 360 ménages repartis sur 27 districts de recensement (DR). Pour la région de Kolda (Département de Sédhiou), la taille de l'échantillon vaut 333 ménages répartis dans 27 DR. Pour les quatre départements couverts par l'enquête de CARE, la taille de l'échantillon était environ de 471 ménages répartis sur 40 DR.

Les données de CARE ont été fournies au CIDS par le PAM sous forme d'un fichier Base de données ("Base CARE").

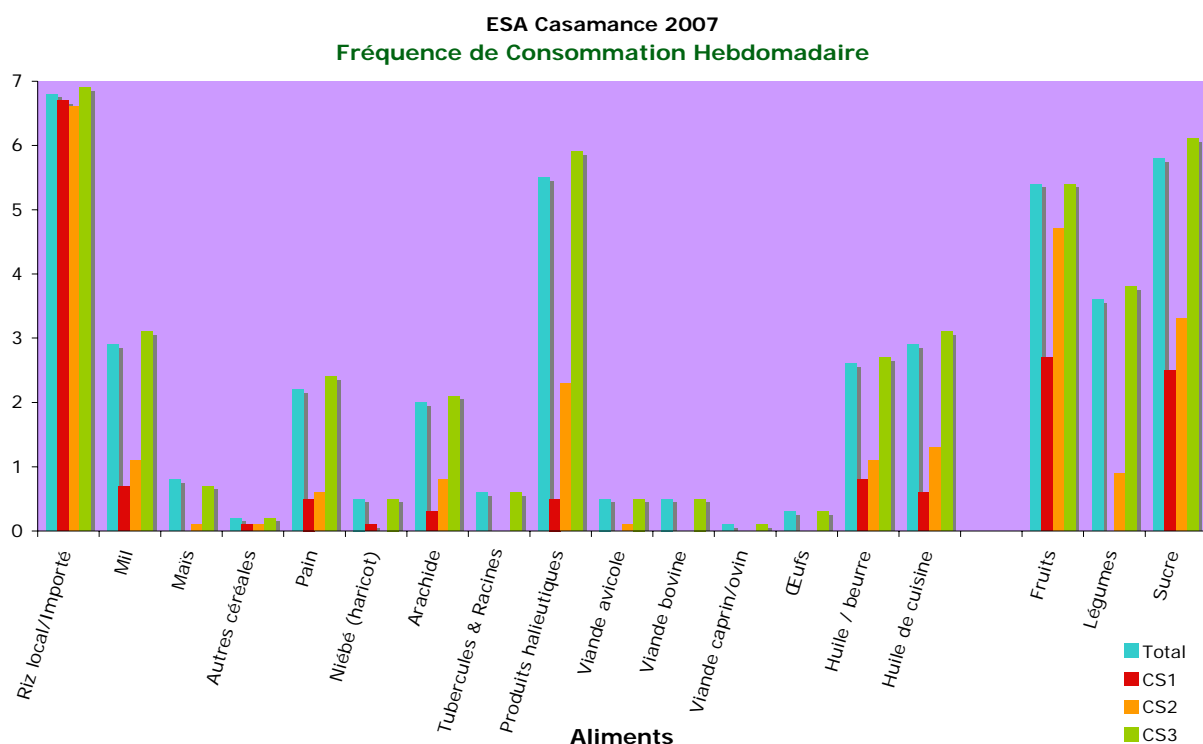
Le calcul des Food Scores, selon la même méthode que celle appliquée pour l'ESA Casamance 2007, donne une répartition quasi-similaire des populations étudiées:

Tab2

	CS1	CS2	CS3
	Insécurité Alimentaire Sévère	Insécurité Alimentaire Modérée	Sécurité Alimentaire
PAM ESA 2007	2%	8%	90%
CARE 2006	5%	11%	83%

7. Diversité de la consommation alimentaire: Fréquence hebdomadaire /aliment

Graphe2



Tab3

Fréquence hebdomadaire moyenne de consommation / aliment				
Aliments	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Riz local/Importé	6,8	6,7	6,6	6,9
Mil	2,9	0,7	1,1	3,1
Maïs	0,8	0	0,1	0,7
Autres céréales	0,2	0,1	0,1	0,2
Pain	2,2	0,5	0,6	2,4
Niébé (haricot)	0,5	0,1	0	0,5
Arachide	2,0	0,3	0,8	2,1
Tubercules & Racines	0,6	0	0	0,6
Produits halieutiques	5,5	0,5	2,3	5,9
	0,5	0	0,1	0,5
Viande bovine	0,5	0	0	0,5
Viande caprin/ovin	0,1	0	0	0,1
Œufs	0,3	0	0	0,3
Huile / beurre	2,6	0,8	1,1	2,7
Huile de cuisine	2,9	0,6	1,3	3,1
Fruits	5,4	2,7	4,7	5,4
Légumes	3,6	0	0,9	3,8
Sucre	5,8	2,5	3,3	6,1

Dans les trois classes de sécurité alimentaire ci-dessus définies, on constate une consommation quotidienne de riz local et importé au détriment des autres céréales (mil, maïs et autres céréales), excepté pour la classe de sécurité alimentaire CS3 où le mil constitue une céréale de consommation régulière. Traditionnellement, le mil est consommé sous forme de bouillie au petit-déjeuner pour les ménages aisés. Par contre, les restes des repas de la veille (quasi exclusivement constitué de riz) constituent généralement le petit déjeuner du lendemain. Par ailleurs, il apparaît une très faible consommation d'aliments à forte valeur protéinique pour les classes CS1 et CS2. Seule la classe CS3 consomme régulièrement du poisson et de la viande. Par ailleurs, les légumineuses (forte valeur protéinique) sont quasiment absentes du panier alimentaire de l'ensemble des classes. Les légumes sont absents de l'alimentation des classes CS1 et CS2 et la consommation de fruits est très faible pour la classe CS1. La distinction "Huile / Beurre" et "Huile de cuisine" a été présentée par les enquêteurs comme distinguant les huiles consommées sans cuisson et les huiles utilisées pour cuisiner. Mais la discussion avec les enquêteurs a montré que les ménages enquêtés (surtout quand des hommes répondaient) avaient des difficultés à faire la différence, d'autant plus que la consommation de beurre (de vache ou karité), margarine ou mayonnaise est relativement peu répandue. Il conviendrait donc de considérer ces deux aliments comme un seul, sans cumuler les fréquences mais en prenant la moyenne car, comme les chiffres, très proches pour les deux aliments, tendent à le démontrer, il est fort possible que les ménages aient répondu les deux fois en confondant les deux types de matières grasses.

Exemple pour CS1: "Huile / Beurre" = 0,8; "Huile de cuisine" = 0,6 → Considérer la moyenne: "Matières grasses" = 0,7.

8. Fréquence quotidienne de la consommation alimentaire

Dans l'analyse de la fréquence quotidienne de consommation (nombre de repas), on note que dans toutes les classes, les adultes prennent en moyenne moins de trois repas par jour et que seuls les enfants de la classe "*Sécurité Alimentaire*" ont trois repas quotidiens.

La répartition par classes SA montre que dans la classe:

- *Insécurité alimentaire sévère*: Seulement 33% des adultes et 47% des enfants prennent TROIS repas par jour et respectivement 60% et 53% prennent DEUX repas.
- *Insécurité alimentaire modérée*: 43% des adultes et 64% des enfants prennent TROIS repas par jour contre respectivement 55% et 36% qui prennent DEUX repas.
- *Sécurité alimentaire*: 75% des adultes et 91% des enfants prennent TROIS repas par jour et respectivement 24% et 9% prennent DEUX repas.

Ces données ne permettent pas juger des quantités disponibles pour les repas.

Les entretiens en focus groupes avec des personnes vulnérables, ont également montré que, quand la situation de production ou de revenus devient précaire, les quantités consommées diminuent avant les nombres de repas ou la fréquence d'aliments de base.

Tab4

<u>NOMBRE MOYEN DE REPAS QUOTIDIENS</u>				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Adultes	2,7	2,3	2,4	2,8
Enfants	3,1	2,6	2,8	3,2

Tab5

<u>FRÉQUENCE DES REPAS QUOTIDIENS des ADULTES</u>				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
1 repas	1%	7%	2%	1%
2 repas	27%	60%	55%	24%
3 repas et +	72%	33%	43%	75%

Tab6

<u>FRÉQUENCE DES REPAS QUOTIDIENS des ENFANTS</u>				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
1 repas	0%	0%	0%	0%
2 repas	12%	53%	36%	9%
3 repas et +	88%	47%	64%	91%

II. QUI EST EN INSECURITE ALIMENTAIRE?

Le questionnaire utilisé pour définir la prévalence de l'insécurité alimentaire en Basse et Moyenne Casamance prend en compte la production de vivres par les ménages mais ne s'intéresse pas aux revenus monétaires.

Pourtant il apparaît que l'achat représente 58 à 98% des sources d'approvisionnement pour pratiquement tous les produits consommés.

Ce fait n'est pas uniquement lié à la période d'enquête – période de soudure – mais est révélateur depuis une vingtaine d'années de l'évolution sociale et agro-climatique (baisse de la pluviométrie, diminution des surfaces cultivables et des rendements, exode rural) qui a conduit à un système d'approvisionnement en denrées alimentaires dépendant de revenus monétaires, et donc des importations.

Cette caractéristique locale peut constituer un biais pour l'analyse par classes de sécurité alimentaire telles que définies par la "*méthode d'analyse de la consommation alimentaire*" établie par le PAM en 2006 et actuellement encore en phase de test.

Il reste donc difficile de décrire ici les classes d'insécurité alimentaire et d'interpréter des relations entre les différents résultats afin de les considérer comme représentatifs de la situation des ménages.

Pour rappel, la conception du questionnaire ne permet pas de définir des classes de vulnérabilité en travaillant sur les stratégies développées face aux chocs et problèmes auxquels ont pu être confrontés les ménages en cours d'année d'une manière générale.

Toutefois les informations obtenues quant aux chocs survenus dans la pratique de leurs activités génératrices de ressources montrent que la majorité des ménages ne développent pas de stratégies et subissent la situation.

Cette absence d'alternatives et son influence directe sur la consommation alimentaire via la diminution des revenus ou des récoltes sont également retrouvées dans les entretiens en focus groupes.

Les personnes rencontrées dénoncent une précarité généralisée et une dégradation des conditions d'exploitation. La manière dont elles définissent les ménages en insécurité révèle un certain nombre de paradoxes montrant bien leur désarroi et le caractère figé de leur situation:

- 77% des focus groupes classent les ménages disposant de peu de bras valides en insécurité alimentaire (IA) ou comme étant à risque (AR) car l'exploitation est plus limitée, alors que 64% classent les ménages disposant de beaucoup de bras valides également en IA ou AR car de toutes façons l'activité agricole est devenue trop

aléatoire, les rendements trop bas mais surtout ces ménages ont alors d'importants besoins en nourriture.

- 87% classent les ménages sans animaux en IA ou AR car les animaux représentent un appoint intéressant en cas de besoin, mais 32% y classent également les ménages agropasteurs car l'élevage est une activité risquée et très contraignante.

Il ressort par ailleurs de l'enquête CARE que les ménages ruraux les plus vulnérables sont les agriculteurs et particulièrement les riziculteurs (activité première en terme d'occupation des chefs de ménage).

On peut donc légitimement conclure que, malgré une faible prévalence (calculée) de l'insécurité alimentaire, les populations de cette zone n'ont pas ou peu la possibilité de développer des mécanismes de survie face aux imprévus que constituent majoritairement les aléas climatiques. L'irrégularité des productions et des revenus annexes a permis à une vulnérabilité à l'insécurité alimentaire certaine de s'installer et de perdurer.

A. Taille & Composition du ménage

Tab7

	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Taille des ménages (nb de pers.)	16,8	16,1	14,8	16,9
% de ménages ayant une femme pour chef de ménage	13%	20%	15%	13%

On constate une prévalence des femmes chefs de ménages plus importantes dans les classes CS1et CS2 correspondant aux classes de prévalence de l'insécurité alimentaire.

1. Proportion d'inactifs

Au regard de la zone étudiée, ont été considérés ici comme "Inactifs" les enfants de 0 à 14 ans.

Les personnes de plus de 60 ans sont considérées comme des actifs car elles participent pour la plupart de manière significative aux revenus des ménages.

Tab8

Enfants de 0 à 14 ans dans les ménages				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Proportion de 0-14 ans	47%	46%	49%	47%
Nb moyen de 0-14 ans /ménage	8	7,5	7,3	8

2. Proportion de malades et d'handicapés

Ont été pris en compte ici les malades des six derniers mois, incluant les maladies chroniques et les handicapés.

Tab9

Malades durant les six derniers mois				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Proportion de ménages ayant eu des Malades et handicapés depuis 6 mois	68%	93%	72%	67%
Proportion de la population étudiée ayant eu des Malades et handicapés depuis 6 mois ne pouvant travailler	68%	93%	72%	67%
NB moyen par ménage de Malades et handicapés depuis 6 mois ne pouvant travailler	1,9	2,6	2,1	1,9

→ 100% des ménages avec malades ont eu au moins une personne ne pouvant travailler pour cause de maladie ou handicap.

3. Accueil de déplacés

Les entretiens en focus groupe montrent que, tous départements confondus, 50% des villages ont accueilli des déplacés depuis 1985 avec une pointe en 1992 et une plus forte proportion pour les départements de Ziguinchor et Bignona.

On trouve la répartition suivante:

Tab10

	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
% des ménages dans chaque CS ayant accueilli des déplacés	26%	7%	28%	26%
Déplacés encore présents (sur total ménages)	7%	0%	6%	7%
Déplacés encore présents (sur ménages ayant accueilli)	26%	0%	20%	27%

Alors que dans les enquêtes *ménages*, on constate que 26% des ménages concernés accueillent encore des déplacés, on voit au niveau des focus groupes que, dans 83% des villages accueillants, les déplacés ne sont pas tous repartis.

Ces déplacés se sont rapidement pris en charge eux-mêmes en développant diverses activités, notamment l'agriculture – c'est le cas dans 87% des villages accueillant encore ces personnes – sur des terres qui leur ont été allouées par les villageois.

Ils s'installent pourtant dans des zones où l'agriculture connaît un développement défavorable pour 96% des villages concernés. Ce qui pose le problème de l'accroissement de la pression sur des terres déjà appauvries.

La totalité des focus groupes considèrent les ménages déplacés comme en insécurité alimentaire ou à risque car ils ont peu de moyen de production, leur situation est instable et l'accès aux activités génératrices de revenus (monétaires ou non monétaires) est difficile pour nombre d'entre eux.

Au cours des entretiens, les besoins exprimés en appuis pour aider les personnes déplacées à se nourrir ou à rentrer dans leur village d'origine, portent sur l'accès aux moyens de production agricole.

4. Migration

99% des villages étudiés ont des émigrants: des hommes pour 99% des cas et des femmes pour 38%. (focus groupes)

Tab11

Proportion de ménages ayant des parents émigrés dans des grandes villes ou à l'étranger			
ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
63%	47%	56%	64%

43% de cette population émigrante sont partis vers l'Europe; les autres sont répartis au Sénégal majoritairement, soit dans les grandes villes, soit dans des zones de cultures importantes. Quelques villages seulement citent une migration vers la Gambie ou la Guinée Bissau. Aucun autre pays africain n'est évoqué.

Tab12

Répartition destinations selon données ménages				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Au Sénégal	59%	57%	70%	59%
A l'Etranger	12%	14%	3%	12%
Au Sénégal & à l'Etranger	29%	29%	27%	29%

Les focus groupes montrent que dans 85% des villages avec émigrés, les familles sont appuyées financièrement par leurs parents à l'extérieur. Bien qu'il s'agisse très probablement de montants négligeables, ces appuis sont estimés réguliers dans 66% des cas. Par ailleurs, il ne semble pas que les émigrants investissent dans leurs villages d'origine pour y développer des activités économiques leur permettant de revenir.

Tab13

Proportion de ménages ayant reçu des transferts de parents émigrés depuis 3 mois				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Ayant reçu des transferts (/ population totale)	29%	27%	22%	29%
Ayant reçu des transferts (/Ménages avec migrants)	46%	57%	40%	46%

L'étude de CARE montre que les transferts d'argent provenant des familles émigrées correspondent à approximativement 5% des sources générales de revenus, ce qui est cohérent avec l'ESA07 (cf. § suivant).

Les ménages en Insécurité Alimentaire Sévère présentent le taux le plus élevé de migrants partis à l'étranger mais aussi le taux le plus élevé, parmi ceux qui ont des parents émigrés, recevant des transferts financiers.

Pourtant, les enquêtes en focus groupe montrent qu'une famille sans émigré est considérée par les villageois comme étant "à risque" ou en situation d'insécurité alimentaire. Cette perception de la vulnérabilité indique bien que la migration est envisagée comme une source de revenus à part entière.

Les villageois évoquent largement une généralisation de la précarité notamment en ce qui concerne les activités dépendantes des ressources naturelles – en forte dégradation (salinisation et acidification des terres). 42% des villages ont constaté une augmentation du nombre de départs et un allongement de la durée d'émigration, motivés par la recherche de revenus stables mais surtout par la dégradation des situations agricoles et le manque d'alternatives.

B. Bétail

1. Possession d'animaux

Le bétail est considéré, pour la plupart des villages étudiés, comme un "appoint", une "garantie" permettant de faire face aux imprévus mais aussi aux périodes de soudure.

Cependant l'élevage en tant qu'activité à part entière, même envisagée comme activité secondaire, est jugée contraignante et risquée. Le manque de fourrage reste un facteur limitant, principalement durant la saison sèche.

Tab14

Nombre moyen de têtes par ménages par type d'animaux (sur population totale)				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Bovins	5,5	4,1	3,2	5,7
Caprins	3,4	4,9	2,8	3,4
Ovins	1,5	0,4	1	1,6
Porcins	0,8	2,3	0,1	0,8
Volaille	8,7	7,5	6,7	8,9

Tab15

Proportion de ménages PROPRIÉTAIRES par type d'animaux				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Bovins	43%	47%	35%	44%
Caprins	56%	73%	59%	56%
Ovins	30%	20%	31%	30%
Porcins	8%	27%	4%	8%
Volaille	79%	80%	81%	79%

Tab16

Nombre moyen de têtes par PROPRIÉTAIRES & par type d'animaux				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Bovins	13	9	9	13
Caprins	6	7	5	6
Ovins	5	2	3	5
Porcins	10	9	3	10
Volaille	11	9	8	11

Les élevages sont toujours de type extensif et l'on constate que les populations confrontées à l'insécurité alimentaire sont plutôt portées vers des espèces moins contraignantes comme les caprins et les volailles.

2. Vente d'animaux

2.a - PROPORTION D'ANIMAUX VENDUS PAR TYPES D'ANIMAUX DEPUIS 3 MOIS

Tab17

	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Volaille
% d'animaux vendus	2%	4%	3%	4%	5%
% de la vente pour raisons alimentaires par rapport à la vente totale	82%	72%	80%	20%	69%

Exemple: 2% des bovins possédés sont vendus dont 82% pour des raisons alimentaires.

Tab18

Proportion de têtes VENDUES par type d'animaux durant les trois derniers mois				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Bovins	2%	0%	2%	2%
Caprins	4%	5%	2%	4%
Ovins	4%	0%	2%	4%
Porcins	4%	3%	0%	4%
Volaille	5%	20%	5%	5%

Tab19

Proportion de ménages PROPRIÉTAIRES ayant vendu durant les trois derniers mois				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Bovins	15%	0%	16%	15%
Caprins	10%	27%	6%	10%
Ovins	10%	0%	6%	10%
Porcins	9%	25%	0%	8%
Volaille	14%	25%	11%	14%

2.b - MOTIFS DE VENTES

73% des ménages vendeurs ont vendu du bétail pour des raisons alimentaires durant les trois derniers mois.

Tab20

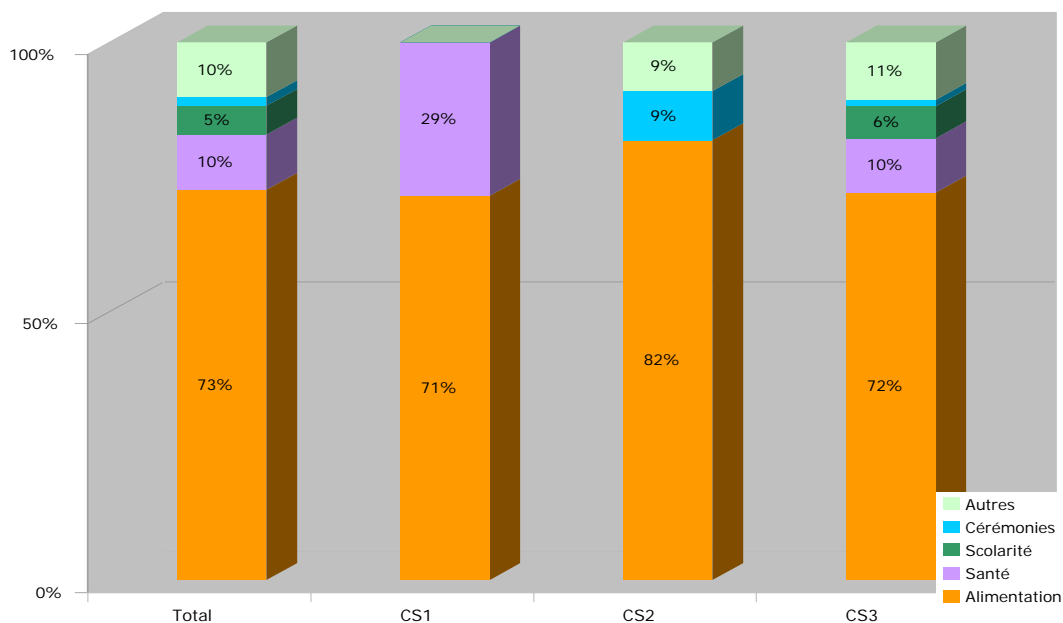
Proportion de Ménages vendeurs vendant pour des raisons ALIMENTAIRES depuis 3mois				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Tous bétails confondus	73%	71%	82%	72%
Bovins	82%	/	67%	83%
Caprins	72%	100%	100%	68%
Ovins	80%	/	100%	79%
Porcins	20%	100%	/	0%
Volaille	69%	33%	80%	70%

Les ventes d'animaux sont motivées par des dépenses d'ordre alimentaire, puis pour la santé. Viennent ensuite la scolarité et les cérémonies.

Depuis longtemps, l'élevage de petits animaux, notamment volaille et caprins, est, pour un grand nombre, pratiqué pour afin d'assumer les imprévus ou les dépenses de cérémonies. La diminution des récoltes a généré une concurrence entre cet objectif initial et la nécessité de se nourrir, accroissant la dégradation de la qualité de vie tant sur le plan social que sanitaire. Selon certains villageois, nombreux sont ceux qui doivent maintenant faire le choix entre manger et se soigner.

Graphe3

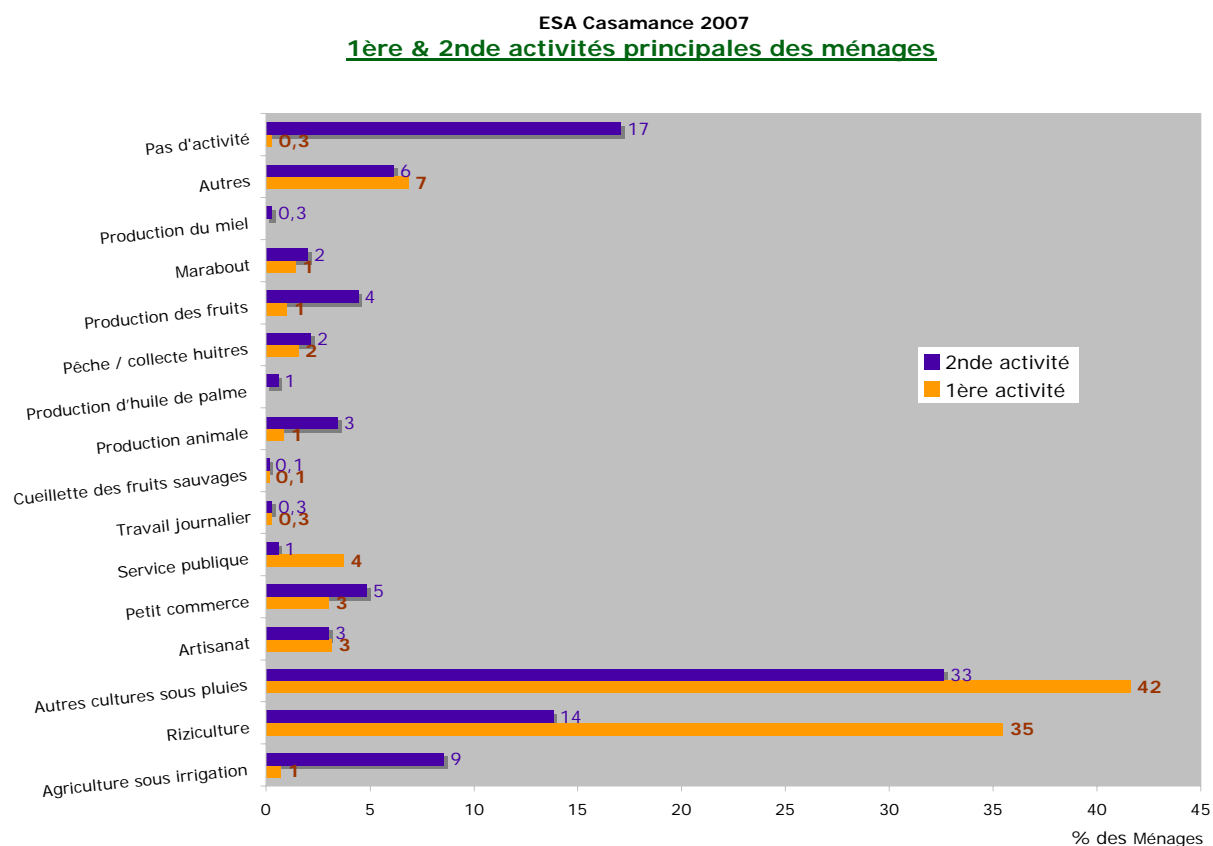
ESA Casamance 2007
MOTIFS des ventes de bétail depuis 3 mois



C. Types & évolution des activités

1. Activités principale et secondaire des ménages

Graphe4



La première activité principale citée, identique à la seconde, est la culture sous pluies mais suivie de près par la riziculture.

Ceci traduit le fait que la plupart des ménages rencontrés ne scindent pas "naturellement" leur activité de culture, excepté pour distinguer une culture de rente telle que l'arachide.

Tab21

Activité PRINCIPALE citée par x% des ménages				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
1 ^{ère} Activité: Riziculture	36%	40%	52%	34%
1 ^{ère} Activité: Autres cultures sous pluie	42%	53%	41%	41%
2 ^{ème} Activité: Riziculture	14%	7%	13%	14%
2 ^{ème} Activité: Autres cultures sous pluie	33%	33%	46%	31%
Ménages avec 1 seule activité	17%	33%	13%	17%

Les focus groupes désignent également les ménages avec une seule activité comme étant en insécurité alimentaire ou à risque.

Les entretiens en focus groupes montrent que dans l'ensemble des villages où l'évolution de l'activité agricole est jugée défavorable, on retrouve de l'arboriculture.

Bien que le maraîchage et l'élevage soient, avec l'arboriculture, les activités majoritairement pratiquées dans l'ensemble des villages, leur importance ne semble pas varier pas en fonction de l'évolution favorable ou défavorable de l'agriculture.

La pêche est également une activité pratiquée par tous ces villages mais dans une moindre mesure. Son importance se remarque essentiellement dans les villages où la situation agricole est défavorable.

La cueillette/chasse et l'exploitation de bois de chauffe sont à noter uniquement dans les cas où l'agriculture est défavorable.

Le petit commerce est pratiqué dans les départements de Sédhiou, en très large majorité, et de Bignona. Cependant, il est proportionnellement plus présent là où l'activité agricole est favorable: le développement du petit commerce demande soit une production à vendre, soit la capacité à générer un fonds de roulement.

Bien que l'élevage, le maraîchage et l'arboriculture soient – après l'agriculture – les activités majoritairement pratiquées dans la zone étudiée, elles sont dans l'ensemble citées par les focus groupes comme étant en situation défavorable. Les raisons évoquées sont respectivement le manque de fourrage, l'appauvrissement des sols et le manque de pluie.

Alors que l'évolution de l'agriculture est – pour 89% des villages de l'échantillon– jugée défavorable, le commerce est une activité connaissant une situation majoritairement favorable.

Les raisons principalement évoquées pour justifier le développement défavorable de l'agriculture sont tout d'abord le manque de matériel et l'appauvrissement des sols puis la remontée du sel.

Dans les villages où le commerce est pratiqué, la sécurité alimentaire semble être favorisée par le fait qu'il permet d'assurer un revenu permettant de compenser la diminution des récoltes.

Dans une très large majorité des villages concernés, les impacts de l'évolution défavorable des AGR sur le niveau de consommation alimentaire sont la diminution des revenus et des quantités consommées.

L'étude de CARE montre que les parts de revenu monétaire des ménages, générées par l'activité principale exercée, sont les suivantes:

- Service 24,2% (hors activités touristiques)
- Commerce 15,7%
- Arboriculture 7,3%
- Transfert argent de la famille hors de Casamance 4,8%
- Pêches 3,9%
- Maraîchage 3,4%
- Vente de Riz produit 3,3% - pas de données autres céréales
- Cueillette 2,9%
- Production / transformation 2,7%
- Élevage 1%
- Autres 20,4%

2. Activité principale de la zone

Tab22

Développement de la 1 ^{ère} activité principale citée				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Favorable	23%	7%	11%	25%
Défavorable	45%	87%	69%	43%
Stable	31%	7%	20%	33%

Tab23

Développement de la 2 ^{ème} activité principale citée				
	ÉCHANTILLON TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Favorable	34%	10%	28%	35%
Défavorable	36%	70%	46%	34%
Stable	30%	20%	26%	31%

La riziculture et les cultures sous pluies représentent l'activité principale de la zone, pratiquée par 77% des ménages; elles seront considérées ensemble.

Pour 59% des ménages concernés, les activités de riziculture et cultures sous pluies ont connu un développement défavorable contre seulement 30% qui ont connu un développement favorable.

La répartition de cette activité par classes de Sécurité Alimentaire se fait comme suit:

- Insécurité alimentaire sévère: 93%
- Insécurité alimentaire modérée: 93%
- Sécurité alimentaire: 75%

Au niveau des focus groupes, 89% des villages déclarent que l'agriculture connaît un développement défavorable.

Il en va de même pour toutes les activités liées aux ressources naturelles.

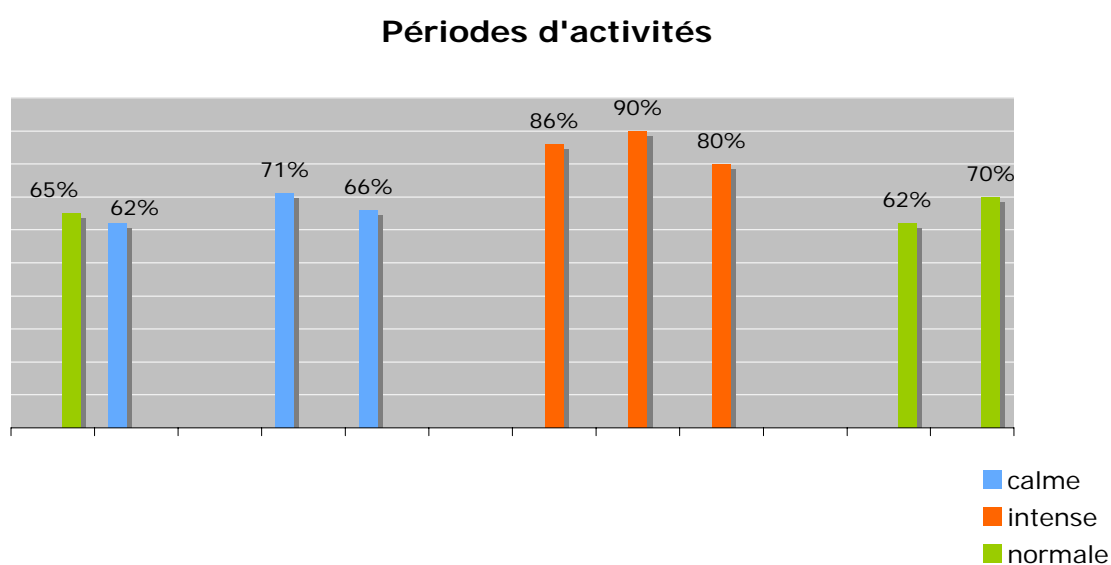
Pour les cultures, on constate des problèmes liés à la salinisation des terres, à l'appauvrissement des sols, à diminution de la pluviométrie et au manque de matériel et d'intrants.

3. Périodes d'activité

Tab24

Périodes d'activité telles que définies par les ménages					
Mois CALMES	Pour x% des ménages	Mois INTENSES	Pour x% des ménages	Mois NORMAUX	Pour x% des ménages
Avril	71%	Août	90%	Décembre	70%
Mai	66%	Juillet	86%	Janvier	65%
Février	62%	Septembre	80%	Novembre	62%

Graphe5



D. Sources d'approvisionnement en aliments

1. Principale source des produits consommés

% des ménages utilisant les sources d'approvisionnement citées:

Tab25

Aliments	Insécurité Alimentaire Sévère CS1							Insécurité Alimentaire Modérée CS2							Sécurité Alimentaire CS3						
	Prd	Ach	Don	Ccp	Trc	AA	Prt	Prd	Ach	Don	Ccp	Trc	AA	Prt	Prd	Ach	Don	Ccp	Trc	AA	Prt
Riz local/Importé	7	87	6	0	0	0	0	4	96	0	0	0	0	0	9	90	1	0	0	0	0
Mil	17	33	33	0	0	17	0	5	95	0	0	0	0	0	25	72	3	0	0	0	0
Maïs	N	N	N	N	N	N	N	0	67	33	0	0	0	0	30	60	7	0	1	1	0
Autres céréales	0	0	100	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	19	58	23	0	0	0	0
Niébé (haricot)	0	100	0	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	14	58	22	0	1	5	0
Arachide	0	75	25	0	0	0	0	9	87	4	0	0	0	0	24	72	3	0	0	0	0
Tubercules & Racines	0	0	100	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	10	86	4	0	0	0	0
Produits halieutiques	0	80	20	0	0	0	0	0	91	2	4	0	0	2	4	90	1	5	0	0	0
Viande avicole	N	N	N	N	N	N	N	50	25	25	0	0	0	0	65	34	1	0	0	0	0
Viande bovine	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	3	86	10	0	0	1	0	0
Viande caprin/ovin	N	N	N	N	N	N	N	0	100	0	0	0	0	0	20	62	18	0	0	0	0
Œufs	N	N	N	N	N	N	N	33	33	33	0	0	0	0	31	64	3	0	0	0	0
Huile / beurre	50	25	0	25*	0	0	0	8	84	4	4*	0	0	0	3	92	3	1*	0	0	0
Huile de cuisine	0	100	0	0	0	0	0	3	94	3	0	0	0	0	4	93	2	1*	0	0	0
Fruits	0	25	37	38	0	0	0	42	30	16	12	0	0	0	42	25	8	25	0	0	0
Légumes	0	0	100	0	0	0	0	40	47	13	0	0	0	0	28	70	1	1	0	0	0
Sucre	0	100	0	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	1	98	1	0	0	0	0
Lait	100	0	0	0	0	0	0	0	50	50	0	0	0	0	16	79	3	0	0	0	0

* Huile de palme: graines de palmes cueillies et transformées au domicile

Nota : certaines sommes de % font apparaître des résultats légèrement supérieurs à 100% du fait des arrondis.

Prd	Ach	Don	Ccp	Trc	AA	Prt
Autoproduction	Achat	Don (hors aide alimentaire)	Chasse / Cueillette / Pêche	Troc	Aide Alimentaire	Prêt

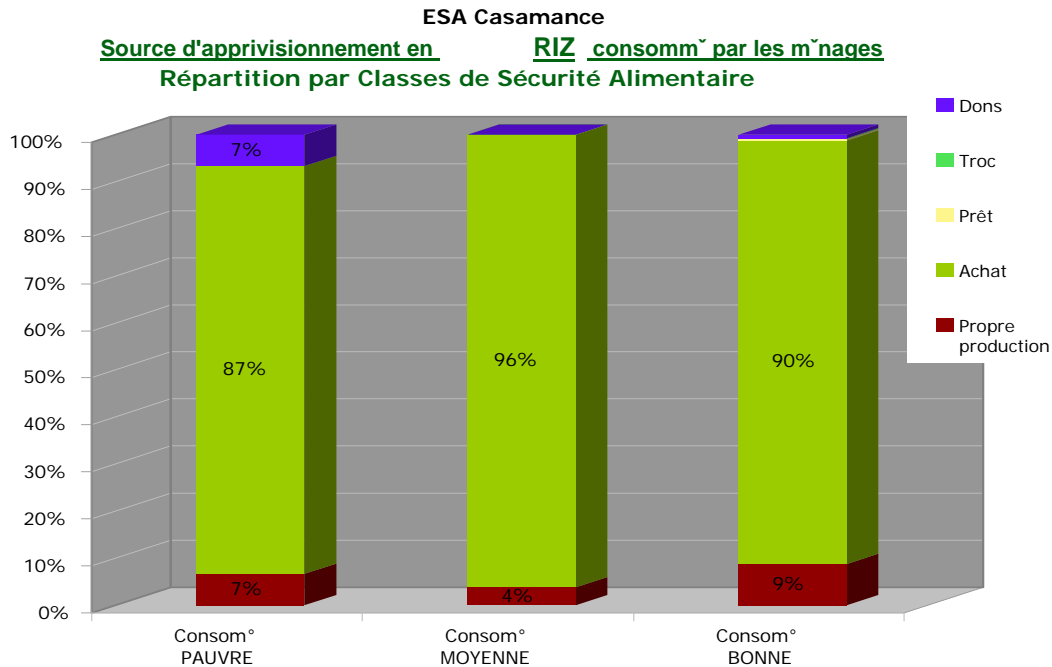
2. Source d'approvisionnement en riz

Tab26

SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN RIZ (consommé la semaine précédant l'étude)				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Achat	90%	87%	96%	90%
Autoproduction	8%	7%	4%	9%
Don (hors aide alimentaire)	1%	7%	0%	1%
Troc	0%	0%	0%	0%
Prêt	0%	0%	0%	0%
Aide alimentaire	0%	0%	0%	0%

90% des ménages enquêtés avaient acheté le riz consommé la semaine précédant l'étude. Seulement 8% ont consommé leur propre production.

Graphe6



Les populations en Insécurité Alimentaire Sévère réduisent leurs achats de riz grâce à des dons.

20% achètent directement sur place, 40% dans un rayon de 5 Km, 40% à plus de 5 Km.

Pour 29% des villages, les lieux d'achat sont inaccessibles durant l'hivernage.

Les contraintes liées à l'achat sont, pour 64% des villages, la disponibilité des denrées, essentiellement liée à l'accessibilité des lieux d'achat.

Mais 99% mettent en avant le manque de pouvoir d'achat comme contrainte majeure.

On constate que les faibles rendements rizicoles ne permettent plus la pratique du troc, largement répandue en Casamance par le passé.

Les prix d'achat des céréales au détail déclarés par les populations sondées correspondent globalement aux prix officiels au détail des denrées ci-dessous excepté pour le maïs où les prix déclarés sont inférieurs de 15%.

Tab27

Prix d'achat des céréales au détail déclarés			
En Fcfa/Kg	Riz	Mil / Sorgho	Maïs
Tous départements confondus	245	185	160
Bignona	241	202	175
Ziguinchor	256	/	/
Oussouye	250	225	/
Sédhiou	243	177	160

Tous les villageois interrogés en focus groupe affirment que les prix ont augmenté depuis juillet 2006.

E. Production agricole

Tab28

Productions agricoles moyennes des ménages AYANT CULTIVÉ la spéculaton (en Kg)*			
	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Riz	164	293	494
Mil	135	288	370
Sorgho	150	68	215
Maïs	80	143	265
Huile de palme	20	17	58
Légumes	80	67	143
Arachide	225	362	466
Légumineuses	/	50	118
Igname / Taro	/	443	120
Manioc	/	233	279
Patate douce	83	338	371

*75% des ménages enquêtés ont cultivé du riz et 88% ont cultivé au moins une céréale durant la campagne agricole 2006.

Tab29

Productions agricoles moyennes sur Total des ménages ÉTUDIÉS (en Kg)				
	Echantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Riz	340	88	266	353
Mil	217	81	208	221
Sorgho	20	10	10	21
Maïs	109	32	63	115
Huile de palme	7	3	1	8
Légumes	40	5	19	43
Arachide	452	225	362	465
Légumineuses	9	/	1	10
Igname / Taro	9	/	33	7

Manioc	43	/	9	46
Patate douce	81	17	69	84

Il est intéressant de constater que plus les ménages sont en insécurité alimentaire, plus les productions céréalières sont basses. Ce fait peut traduire aussi bien un manque de surfaces cultivables qu'un manque d'outils de production, d'intrants de qualité ou de forces de travail.

On peut également noter que le niveau de production de légumes est très faible pour les classes CS1 et CS2 ce qui explique la faible consommation constatée, et est cohérent avec les données sur les sources d'approvisionnement (*cf. infra*).

La production d'arachide est d'autant plus faible que la prévalence à l'insécurité alimentaire est forte. Les moyens financiers des classes CS1 et CS2 ne permettent pas aux populations d'investir en début de campagne dans l'achat de semences et de pratiquer cette culture de rente. L'amélioration de l'accès aux semences est un des types d'appui requis prioritairement (*cf. supra*).

F. Autosuffisance en céréales

Tab30

% des ménages dont le stock de céréales issues de la récolte de 2006 a permis de couvrir les besoins alimentaires pendant:				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
0 à 1 mois	8%	25%	8%	7%
2 à 4 mois	61%	63%	83%	60%
5 à 6 mois	18%	12%	7%	19%
7 à 9 mois	10%	0%	2%	11%
10 à 12 mois	2%	0%	0%	3%

Pour 70% des ménages, les stocks de céréales issues des récoltes précédentes ne permettent pas de couvrir plus de 4 mois de consommation. Ce qui explique 55 à 90% des céréales consommées durant la semaine précédant l'étude sont achetés.

Les stocks de céréales restent très faibles globalement et sont majoritairement constitués de riz.

Tab31

Stock de céréales en Kg		
	Total échantillon	Stock /ménage
Riz	17564	25
Mil	8729	12
Sorgho	981	1

L'étude montre qu'au mois de juin, 90% des ménages achètent le riz consommé. Seuls 30% des ménages disposent d'un stock de céréales suffisant pour plus de 5 mois. Or ces dernières années en Casamance, la période de soudure dure, selon les zones, de 3 à 5 mois.

III. CAUSES DIRECTES ET SOUS-JACENTES DE CETTE INSECURITE ALIMENTAIRE

Le caractère aléatoire des activités liées aux ressources naturelles est exprimé par une majorité de focus groupes tant pour l'élevage, l'agriculture ou la pêche que pour les activités de journaliers, prestataires dans le domaine des travaux agricoles.

Revient également très fréquemment le problème de la vétusté du matériel de culture.

On voit alors que les ménages considérés comme en Sécurité Alimentaire sont ceux qui disposent de sources extérieures de revenus, indépendantes des ressources locales – migration et commerce – ou ceux qui réussissent à mener diversifier leurs activités, particulièrement en dehors du secteur agricole, pour répartir le risque.

Les recherches de solutions sont orientées vers des activités génératrices de revenus et les demandes d'appui concernent l'amélioration de l'accès au matériel de culture ou au crédit pour mettre en place une activité maraîchère ou d'arboriculture fruitière.

Les exploitants agricoles souhaitent désormais se tourner vers une agriculture de rente mais ne réussissent pas à dégager les ressources financières nécessaires à sa mise en place.

A. Contraintes aux activités

Tab32

PRINCIPAL PROBLEME POUR LA 1^{ERE} ACTIVITE CITEE

	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Perte, vétusté de l'équipement	20%	20%	33%	19%
Manque des pluies	19%	20%	11%	19%
Intrusion de l'eau salée	9%	7%	15%	9%
Criquets pèlerins/Insectes	4%	13%	4%	3%
Aucune difficulté rencontrée	25%	7%	15%	26%

Tab33

PRINCIPAL PROBLEME POUR LA 2^{EME} ACTIVITE CITEE

	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Manque des pluies	12%	20%	7%	12%
Perte, vétusté de l'équipement	12%	10%	17%	11%
Aucune difficulté rencontrée	35%	0%	35%	36%

Etant donné que la 1^{ère} activité principale " riziculture et culture sous pluies " est pratiquée par 77% des ménages, on retrouve logiquement les mêmes difficultés quand on considère les activités dans leur ensemble ou que l'on regarde la 1^{ère} activité principale seule.

La vétusté de l'équipement, le manque de pluie et l'intrusion d'eau salée sont maintenant des situations "endémiques" et/ou structurelles. Par contre les attaques de criquets pèlerins et d'insectes relèvent des imprévus auxquels les cultivateurs doivent faire face. Le fait que 13% des populations en CS1 évoquent cet imprévu comme un problème contre 4 et 3% en CS2 et CS3 démontre encore une fois la vulnérabilité de ce groupe et son incapacité à développer des stratégies alternatives.

Au niveau des focus groupes, les raisons principalement évoquées pour expliquer le développement défavorable de l'agriculture sont tout d'abord le manque de matériel et l'appauvrissement des sols puis la remontée du sel.

Les contraintes évoquées pour l'élevage, le maraîchage et l'arboriculture sont respectivement le manque de fourrage, l'appauvrissement des sols et le manque de pluie.

B. Difficultés à accéder à la nourriture

→ Il n'y a pas de lien hiérarchique entre la première et la seconde difficultés évoquées. Les ménages enquêtés ont apporté deux réponses à la question.

Tab34

1^{ère} difficulté à accéder à la nourriture depuis janvier 2007

	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Propre production insuffisante	33%	59%	44%
Prix d'achat trop élevés	47%	28%	26%

Tab35

2^{ème} difficulté à accéder à la nourriture depuis janvier 2007

	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Prix d'achat trop élevés	33%	44%	45%
Perte de l'accès au crédit	20%	9%	3%
Manque de produits sur le marché	20%	0%	1%
Marché non accessible	0%	24%	16%
Ont évoqué une seule difficulté	7%	15%	24%

99% des focus groupes mettent en avant le manque de pouvoir d'achat comme contrainte majeure de l'achat des denrées alimentaires. Tant pour les personnes dont les revenus ont diminué suite à une perte d'activité que pour celles qui réussissent à accroître leurs moyens financiers, il reste très difficile de supporter l'inflation des prix des denrées de première nécessité. Une comparaison des prix du marché des céréales et des légumineuses entre 2006 et 2007 fait apparaître une augmentation brute respectivement de 8% et 19%. Pour 64% des villages, la disponibilité des denrées, essentiellement liée à l'accessibilité des lieux d'achat, est également une contrainte.

C. Scolarisation

1. Taux de scolarisation

Taux de scolarisation de 7 - 14 ans: 35%

Tab36

	ENFANTS DE 7 A 14 ANS SCOLARISES			
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
NB moyen / ménage	4,2	3,4	4,5	4,2

Ce taux de scolarisation de 35% correspond au taux déclaré par les ménages et est considérablement inférieur au taux officiel déclaré par les autorités scolaires (de l'ordre de 100%). Des enquêtes plus poussées mériteraient d'être effectuées afin de comprendre ces écarts.

2. Causes d'abandon scolaire

Tab37

Causes d'abandon scolaire ou de non fréquentation pour les
GARÇONS de 7 à 14 ans

Raisons diverses	6,1%
Enfant malade	1,1%
École FONCTIONNELLE très éloignée	0,9%
Frais de scolarisation très élevés	0,9%
Sans raisons	0,7%
L'enfant travaille	0,6%
Les parents manquent d'intérêt	0,6%
Pas d'abandon ou de non fréquentation	88,9%

En ce qui concerne les garçons, les "raisons diverses" sont majoritairement l'entrée à l'école coranique.

Tab38

Causes d'abandon scolaire ou de non fréquentation pour les
FILLES de 7 à 14 ans

L'enfant travaille	4,4%
Frais de scolarisation très élevés	2,7%
École FONCTIONNELLE très éloignée	1,0%
Enfant malade	0,7%
Sans raisons	0,4%
L'enfant s'occupe d'une autre personne	0,4%
Mariage / Grossesse	0,4%
École non fonctionnelle	0,3%
Les parents manquent d'intérêt	0,3%
Raisons diverses	5,6%
Pas d'abandon ou de non fréquentation	83,2%

IV. COMMENT ATTENUER CETTE INSECURITE ALIMENTAIRE?

Dans ce contexte post-conflit qui a vécu un exode massif et dont la situation environnementale se dégrade à grands pas, se pose la question de la capacité intrinsèque des villageois à rebondir sans appui extérieur.

Quelle "énergie" dans des zones que les jeunes et moins jeunes sont amenés à quitter faute d'activités rentables mais également où ils ne réinvestissent pas de manière à redynamiser l'économie?

Un villageois a résumé la situation comme suit: *"Je suis paysan de père en fils et aujourd'hui la terre ne me donne plus les moyens de nourrir correctement ma famille, encore moins d'offrir un métier à mes enfants. Je ne peux que les regarder partir et ils ont raison, à l'extérieur, ils se débrouillent mieux! Si nous ne changeons pas notre manière de cultiver, il n'y aura bientôt plus personne pour entretenir les terres et elles se dégraderont de plus en plus."*

A. Appuis extérieurs

Tab39

PRINCIPAUX APPUIS EXTERIEURS REÇU				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
% des ménages ayant reçu un appui	16%	27%	11%	16%
Appuis en produits alimentaires	59%	75%	33%	58%
Appuis monétaires / prêts	39%	25%	67%	40%

Sur 66 ménages ayant reçu un appui en produits alimentaires:

- 20 ont été fournis par le PAM
- 5 par le Gouvernement sénégalais
- 2 par l'ONG CARITAS.
- Les autres ont, pour la plupart, été apportés par la famille.

Pour 61% des focus groupes, les ménages ayant reçu une aide alimentaire sont en insécurité et cette aide est considérée comme une solution à très court terme, ne résolvant en rien les difficultés des ménages à rester autonomes. Cependant pour 38%, l'aide a permis aux ménages de sortir d'une situation ponctuellement difficile.

B. Demandes d'appui

→ Il n'y a pas de lien hiérarchique entre la première et la seconde principales demandes d'appui. Les ménages enquêtés ont apporté deux réponses à la question.

1. Première principale demande d'appui

Tab40

1 ^{ER} TYPE D'APPUI REQUIS				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Actions pour améliorer l'accessibilité aux denrées alimentaires	41%	73%	56%	39%
Actions pour améliorer l'approvisionnement en semences & intrants	20%	0%	17%	20%
Actions pour améliorer l'accès au crédit	14%	0%	13%	15%
Actions pour améliorer l'accès à l'eau potable	4%	13%	0%	4%

La notion d'accessibilité aux denrées alimentaires concerne ici tant les coûts trop élevés que l'approvisionnement (disponibilité & éloignement).

Tab41

1 ^{ER} TYPE D'APPUI REQUIS				
	Échantillon TOTAL	Insécurité Alimentaire Sévère CS1	Insécurité Alimentaire Modérée CS2	Sécurité Alimentaire CS3
Actions pour améliorer l'accès au matériel agricole	41%	33%	43%	41%
Actions pour améliorer l'accès au crédit	18%	20%	17%	18%
Actions pour améliorer l'accessibilité aux denrées alimentaires	12%	13%	17%	12%
Actions pour améliorer l'approvisionnement en semences & intrants	2%	%	%	%
Pas de demande de second appui	11%	7%	2%	13%

Les demandes d'actions pour améliorer l'accessibilité aux denrées alimentaires s'expliquent par le fait que la majorité des produits consommés, y compris les produits de base, sont achetés une grande partie voire toute l'année.

Les stocks sont rarement suffisants pour couvrir les besoins d'une récolte à l'autre.

Les rendements diminuent faute de matériel performant, de fonds de démarrage de campagne et de main-d'œuvre: des villageois, jeunes pour la plupart, émigrent dans l'espoir d'un revenu stable pour faire vivre leur famille au village mais peu nombreux sont ceux qui y investissent pour relancer les activités.

Les demandes portant sur l'accès au crédit et au matériel agricole illustrent les difficultés des villageois à sortir d'une crise agricole ne leur permettant pas d'investir pour diversifier leurs activités afin d'accroître leurs revenus.

V. RECOMMANDATIONS

Focus groupe: La constitution des focus groupes devrait permettre d'assurer une représentativité hommes / femmes, voire une plus forte représentativité des femmes car elles sont plus habilitées à parler des stocks et des problèmes alimentaires.

Caractérisation de la situation alimentaire d'une zone: Il paraît indispensable, si l'on veut discuter la prévalence de l'insécurité alimentaire ou de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en Casamance, de tenir compte des spécificités internes, que l'on retrouve à travers le découpage en département. Par exemple, les comportements alimentaires dans le département de Oussouye sont extrêmement différents de ceux du département de Sédhiou eux-mêmes différents de ceux du Bignona, en raison des différences ethniques, culturelles et des potentialités offertes par le contexte environnemental.

Caractérisation des classes de sécurité alimentaire: Si on veut utiliser la méthode de calcul des Food Score pour comparer les Classes d'insécurité alimentaire entre elles, une étude sur la prévalence de l'insécurité alimentaire plus poussée devrait d'abord enquêter un échantillon plus large pour obtenir des Classes d'insécurité alimentaire composées d'un nombre de ménages suffisamment important, au sein desquelles un second échantillonnage serait réalisé, afin d'étudier des CS de tailles statistiquement comparables.

Pour rappel, la conception du questionnaire ne permet pas de définir des classes de vulnérabilité, qui demandent des informations sur les stratégies développées face aux chocs et problèmes auxquels ont pu être confrontés les ménages en cours d'année d'une manière générale. Une autre enquête ayant pour objectif la définition des classes de vulnérabilité des populations des zones considérées, par strates socio-économiques (incluant les populations déplacées et retournées du fait du conflit) permettrait d'affiner l'analyse et les stratégies d'action.

Le plan d'analyse devrait faire ressortir:

- La répartition des classes d'âge par sexe au sein des ménages en fonction des classes de sécurité alimentaire.
- La répartition par intervalles de taille des ménages en fonction des classes de sécurité alimentaire
- Les profils socio-économiques des ménages en fonction de leur taille et des classes de sécurité alimentaire.
- Le détail des dépenses alimentaires en cas de ventes de bétail (type de céréales...)